

IL Y A 13 ANS, LE TREMBLEMENT DE TERRE DE BOUMERDÈS

Les mêmes erreurs, toujours du laxisme, les mêmes risques

Le 21 mai 2003, à 19h44, un terrible séisme – 6,8 sur l'échelle Richter — a ébranlé la wilaya de Boumerdès et une grande partie de l'est de la capitale. Le bilan était lourd et les dégâts matériels extrêmement importants.

Le tremblement de terre, dont l'épicentre a été situé, en mer, à 7 km au nord de la ville de Zemmouri, dans l'est de la wilaya de Boumerdès, a fait 2 277 morts et 11 450 blessés à divers degrés.

Au niveau des dégâts matériels, 59 525 habitations ou infrastructures ont été détruites ou gravement endommagées. Ce bilan matériel a été évalué à 5 milliards de dollars.

Ce séisme a mis, de manière brutale, à nu les insuffisances dans les secteurs des travaux publics, de l'habitat, de la construction et de l'urbanisme. Pis, il a jeté une lumière crue sur les malversations, le trafic dans le bâtiment et la corruption.

Pour calmer, à la veille des élections (avril 2004) pour le troisième mandat de Bouteflika, une population traumatisée et scandalisée, les autorités ont d'abord déversé des milliards d'aides directes ou indirectes aux victimes et parfois à des gens qui n'en étaient pas. C'était utile pour le gain de la mobilisation et c'étaient des voix mobilisables. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont tenté d'incriminer une trentaine d'ingénieurs, d'entrepreneurs ou de reven-

deurs de matériaux de construction. Un procès a été monté. En première instance, les coupables ont été condamnés à de lourdes peines de prison (2 à 3 ans de prison ferme), mais vite acquittés en appel. Les magistrats se sont probablement aperçu que les principaux accusés, à savoir l'Etat et les décideurs du pays qui ont pour obligation de mettre en place une réglementation adaptée et surtout faire respecter la loi, n'étaient pas cités dans ce procès. Le dossier d'accusation est vite jeté aux oubliettes. Fort heureusement de ce drame, l'Algérie s'est retrouvée. En effet, le lendemain de la catastrophe un gigantesque élan de solidarité avec les victimes s'est manifesté.

Par ailleurs, l'aide internationale s'est aussi mobilisée en masse, démontrant que le peuple algérien jouit toujours de la considération et de l'affection des autres peuples de la planète.

Qu'en est-il 13 ans après, au plan de la sécurité de la construction ?

On a bien reclassé le centre du pays dans la zone 3 des normes parasismiques de construction et on a imposé une étude de génie civil et la mise en



Photo : Samir Sid

Le tremblement a fait 2 277 morts et 11 450 blessés.

place d'un voile en béton avant de délivrer un permis de construction mais globalement les mêmes procédés malhonnêtes sont toujours en vigueur, à savoir les malfaçons, les trafics sur le ciment et la passation douteuse de marchés. Dernière parade pour contourner les contraintes de la loi, la construction illícite.

Ces constructions en marge de la loi se comptent par centaines dans la wilaya de Boumerdès. Souvent, cette construction illégale se fait avec la complicité des responsables locaux ou régionaux. Sinon comment se fait-il

qu'un citoyen érige tranquillement une villa de plusieurs étages, à quelques centaines de mètres du siège de l'APC, de la daïra et du siège de la Wilaya de Boumerdès, sur une grosse conduite de gaz ? Il n'est pas le seul au quartier Foas, à la périphérie du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès. Autre exemple scandaleux : un maire d'une commune balnéaire de l'est de Boumerdès a délivré, en toute impunité et contre quelques centaines de millions, une autorisation de construction et de commerce sur un terrain de 1 000 m² appartenant aux services des Domaines. Ce

ne sont là que quelques exemples. Par ailleurs, la fameuse loi 8/15 est une immense brèche ouverte à la régularisation des constructions bâties en dehors des délais légaux et la régularisation des terrains publics détournés.

Les risques majeurs ne sont pas le souci des pouvoirs publics

De son côté, le professeur Abdelkrim Chelghoum, expert en génie parasismique, continue à attirer l'attention des responsables et tirer la sonnette d'alarme et, en même temps, à subir les foudres de hauts responsables du secteur de l'habitat et l'urbanisme. «Ce qui s'est passé à Boumerdès peut se reproduire dans d'autres villes du pays. Pour des raisons géologiques, d'historicité des séismes et démographique, la plus haute crainte se situe à Alger», a-t-il déclaré, lors du forum organisé par les deux associations de journalistes et correspondants de Boumerdès qui ont commémoré le drame de 2003 en présence du scientifique.

Le professeur Chelghoum affirme que la notion de risques majeurs n'est pas prise en compte dans la gestion du pays, d'où l'absence d'une instance nationale spécialisée dans ce sens. «Or, tout le monde sait que l'Algérie est soumise à 10 aléas sur les 14 identifiés au niveau mondial», précisera-t-il amèrement.

Abachi L.

DIABÈTE

Les autorités veulent limiter l'utilisation excessive des sucres ajoutés par les industriels

L'industrie du sucre est aussi nocive que celle du tabac, voire plus dévastatrice car s'adressant à une plus grande cible. Médecins et nutritionnistes ne cessent d'alerter les autorités et l'ensemble de la société civile sur le danger des quantités faramineuses de sucres utilisées par les industriels de l'agroalimentaire.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Il semble que le ministère du Commerce a, enfin, prêté oreille à ces avertissements. Selon la Radio algérienne, «il vient d'arrêter des mesures tendant à réduire les quantités de sucre additionnées par les fabricants à certaines productions alimentaires».

On parle «officiellement» de trois

millions d'Algériens qui sont atteints de diabète mais les statistiques qui reviennent souvent en évoquent plus de cinq millions. Un chiffre qui, lu sur papier et cité sans référence, ne fait pas si «dramatique» que cela. Pour être plus révélateur du désastre, il y a lieu de le rapporter à la population.

Concrètement, 13% de la popula-

tion algérienne est atteinte de diabète. La situation est, dès lors, plus «dramatique» surtout si l'on considère que 75% de celle-ci est jeune. Le docteur Mohammed Bekkat Barkani, président du Conseil national de l'Ordre des médecins, juge «qu'il était temps» ou «pas trop tôt» que la législation impose des limites à la surcharge des produits alimentaires en sucres. Evidemment, le consommateur a également sa part de responsabilité dans la prolifération du diabète et de l'obésité notamment.

Ceci étant directement lié à des habitudes alimentaires et une hygiène de vie portées sur «les boissons gazeuses, le trop gras et le trop salé»,

touchant les enfants et les tranches jeunes particulièrement.

L'explosion de cette consommation malsaine et déséquilibrée adepte du fast-food, depuis quelques années seulement, prend ses origines d'une culture alimentaire occidentale, américaine, plus précisément.

Cela n'empêche pas que les conséquences soient déjà perceptibles, ces habitudes prédisposent fortement le consommateur à contracter des maladies chroniques ou mortelles «qui nous coûtent, de plus, des sommes considérables en traitements», s'inquiète le docteur. C'est pourquoi M. Bekkat interpelle les autorités et la société civile

pour l'instauration «d'une véritable politique de prévention» en commençant par agir sur les habitudes alimentaires et l'hygiène de vie de l'Algérien. Ceci pour contrer la multiplication des cas de diabète mais également de cancers.

En bref, la prévention se fait à travers une bonne culture alimentaire. Mais également par l'organisation d'actions de dépistage régulières à vaste échelle, «seule manière de rendre la maladie curable à ses débuts», précise le docteur en parlant des cancers les plus répandus en Algérie : cancer du sein, de la prostate et colorectaux, entre autres.

N. B.

5 CONTRÔLES DE GLYCÉMIE CHAQUE JOUR POUR LES DIABÉTIQUES DE TYPE 2 QUI VEULENT JEÛNER

La Cnas va-t-elle appliquer la recommandation du ministre de la Santé ?

«Le ministère de la Santé et de la Population recommande aux diabétiques qui peuvent et qui veulent observer le jeûne du mois sacré du Ramadhan, 5 contrôles quotidiens de leur taux de glycémie. C'est-à-dire un contrôle au milieu de la journée, deux avant et après le ftour et deux autres avant et après le s'hour. Le ministère espère que la Cnas prendra en charge exceptionnellement le remboursement de l'achat des bandelettes de contrôle.»

C'est ce que nous a indiqué Djamilia Nadir, directrice centrale de la prévention au ministère de la Santé et de la Population, lors de sa venue à

Boumerdès pour participer à la journée de sensibilisation organisée par l'Association locale des diabétiques que préside Mohamed Mokri.

Pour rappel, il y a quelques mois, la Cnas a suscité la colère des malades du diabète de type 2 en limitant sa prise en charge de la fourniture de bandelettes que d'une boîte, soit 50 bandelettes pour 90 jours. Les malades continuent à dire que cette quantité est largement insuffisante et que la Caisse d'assurances fait des économies de bouts de chandelle avec la santé de ses assurés.

De leur côté, un grand nombre de médecins estimaient que cette décision exposait leurs patients à des risques.

«Un malade gère mieux son alimentation et son hygiène de vie et diminue bien des risques lorsqu'il connaît son taux de glycémie», affirment ces médecins. Même si à l'époque le ministère de la Santé n'avait pas pris publiquement position au sujet de cette limitation, cette recommandation vient en quelque sorte la remettre en cause. Reste

à savoir ce que fera la Cnas de cet avis scientifique d'une haute autorité du pays qu'on ne peut pas accuser de complaisance.

Observation du jeûne : le médecin est souverain

Bien entendu, les conseils du ministère ne s'arrêtent pas aux seuls contrôles du taux de glycémie. Le département de Boudiaf vient en effet d'éditer une brochure comprenant des indications sur l'observation du jeûne pour certains malades, pas uniquement les diabétiques. A l'occasion, la directrice centrale de la prévention rappelle quelques principes au sujet du jeûne. «L'avis médical sur l'observation du jeûne par les malades est prépondérant. Le médecin est souverain puisque le ministère des Affaires religieuses s'en remet à l'appréciation en dernier recours des médecins d'autoriser ou d'interdire le jeûne», dira-t-elle.

Sur un autre chapitre la directrice centrale de la prévention dénonce certains lobbys, intéressés

par le marché du médicament, qui affirment qu'il y plus de 3 millions de diabétiques en Algérie. Pour elle, il y a au grand maximum 1 800 000 malades en Algérie. Son argumentaire découle du fait que les Caisses d'assurances algériennes qui couvrent 80% de la population n'enregistrent que 1 200 000 malades. Selon toute logique, d'après elle, on ne peut pas recenser plus de 400 000 malades parmi les 20% de la population restante.

Sur le plan de la prévention, on ne peut que louer le travail que fait l'association des diabétiques de la wilaya de Boumerdès (ADWB) que préside Mohamed Mokri. Mardi dernier, il y avait en effet salle comble au Centre culturel islamique. Les malades se déplacent à chaque fois que cette ONG organise une activité en masse parce qu'ils sont certains de rencontrer des spécialistes, en nombre et en qualité, tout aussi dévoués, qui leur donnent gratuitement des conseils et qui les rassurent aussi.

A. L.